

vite

à demander aux Chambres fédérales d'organiser, dans les plus brefs délais, un débat public sur le rôle de l'OMC et le prochain cycle du Millénaire, ainsi que de traiter rapidement les propositions, motions, postulats et interpellations, toujours pendantes, relatives à l'impact de l'OMC sur l'investissement;

vite

à publier, avant le 30 novembre 1999, le texte suivant dans le *Swiss Times*, le *Financial Times*, le *Washington Post*, le *Monde*, le *Guardian*, le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et la *Tribune de Genève* :

APPREUVEZ-VOUS LA DÉMOCRATIE AUX CITOYEN(NE)S DU MONDE

Le Parlement de la République et canton de Genève s'oppose à toute tentative de transférer le pouvoir de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dans le cadre d'une association prévue.

Le Parlement genevois, en tant que représentant démocratique du peuple, est profondément inquiet de la perte de pouvoir des autorités publiques liées à la mondialisation et à la déstabilisante de l'économie mondiale.

Le succès du accord final du Cycle de l'Uruguay, signé en 1994 à Marrakech, ainsi que les espoirs qui ont été présentés à l'époque comme une opportunité d'assurer un bien-être à tous les membres de l'OMC par le développement du commerce. Force est de constater l'échec de l'OMC sur cette question. Nous assistons au contraire à un "bien-être" bénéficiant à une minorité, alors que la pauvreté ne cesse d'augmenter chez les plus pauvres, comme dans les pays de l'OCDE.

La déstabilisation croissante des marchés, particulièrement des marchés financiers, la dégradation des économies nationales et l'accroissement des inégalités, à la fois entre les pays et au sein de ceux-ci, nous impose à tout le moins d'effectuer une pause dans ce processus et d'effectuer un bilan des politiques menées, particulièrement au sein de l'Organisation Mondiale.

Par ailleurs, les accords déjà conclus ont déjà dangereusement affecté les activités à se protéger contre leurs conséquences sociales et économiques. La prise en cause de la politique poursuivie en est d'autant plus urgente.

Le Parlement de la République et canton de Genève s'oppose à toutes les tentatives de libéralisation, particulièrement celles qui visent à introduire de nouvelles règles de l'OMC, tels que les investissements, la concurrence ou de nouvelles